Belgeo

Revue belge de géographie

4 | 2013

Miscellaneous

Le Congo et l'huile de palme. Un siècle. Un cycle ?

The Congo and palm oil. A century. A cycle?

Henri Nicolai

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/belgeo/11772>

DOI : 10.4000/belgeo.11772

ISSN : 2294-9135

Éditeur :

National Committee of Geography of Belgium, Société Royale Belge de Géographie

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2013

ISSN : 1377-2368

Référence électronique

Henri Nicolai, « Le Congo et l'huile de palme. Un siècle. Un cycle ? », *Belgeo* [En ligne], 4 | 2013, mis en ligne le 24 juin 2014, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/belgeo/11772> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/belgeo.11772>

Ce document a été généré automatiquement le 10 décembre 2020.

Belgeo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

Le Congo et l'huile de palme. Un siècle. Un cycle ?

The Congo and palm oil. A century. A cycle?

Henri Nicolai

Nous remercions vivement la société AGRER et tout particulièrement M. François Dugauquier de nous avoir permis de reproduire des photos illustrant la situation de 2005 et qui ont été prises dans le cadre de l'étude des filières agricoles huile de palme et caoutchouc, citée dans la bibliographie. Nos remerciements chaleureux à Quentin Rombaix pour la réalisation des cartes de cet article.

Introduction

- 1 En 1911, alors qu'il a été dit, lorsque la Belgique reprend le Congo, qu'il n'y aurait plus de grandes concessions territoriales, le gouvernement belge accorde, moyennant certaines conditions, à une société étrangère (juridiquement belge mais à capitaux majoritairement anglais), des droits pouvant conduire à terme à l'obtention en propriété de 750 000 ha de terres, soit l'équivalent d'un quart de la superficie de la Belgique et un monopole de fait pour l'exploitation de palmeraies sur plus de 39 000 km², soit l'équivalent de 1,3 fois cette superficie.
- 2 En 2009, près d'un siècle plus tard, la presse congolaise annonce que le gouvernement de la République démocratique du Congo est sur le point de conclure un accord avec une société chinoise pour lui concéder un million d'hectares (le tiers de la superficie de la Belgique) destinés à la plantation de palmiers à huile essentiellement pour la production de biocarburant. D'autres annonces portant sur des projets du même type seront faites encore par la suite.
- 3 Répétition de l'histoire ? Ou plutôt persistance du regard qui, depuis plusieurs siècles, a été porté sur une Afrique considérée comme un territoire pourvoyeur d'hommes et de matières premières ? Ce fut, pendant les Temps Modernes, la fourniture de main d'oeuvre servile pour les plantations d'Amérique et pour les sociétés civiles d'Asie occidentale et

méridionale. Ce fut ensuite, pendant la période coloniale, l'exportation de produits de cueillette (le caoutchouc, le copal), de cueillette améliorée (l'huile de palme), de produits végétaux relevant du commerce de traite (l'arachide, le coton, par exemple) et enfin de produits miniers (bruts ou à peine transformés), tout cela obtenu avec une main-d'œuvre locale très bon marché recrutée en partie par un système de contraintes.

- 4 Le Congo belge était, en 1957, avec 150 000 tonnes, le premier exportateur d'huile de palme en Afrique et le deuxième dans le monde, après les Indes néerlandaises (Drachoussoff, 1991, p. 678). On y voyait la marque d'un incontestable succès. Depuis lors, ces exportations n'ont cessé de diminuer. Au début du XXI^{ème} siècle, elles ont totalement disparu.
- 5 Pour le Congo, l'histoire de la production industrielle de l'huile de palme, a donc abouti, en fin de compte, à un véritable effondrement. Un cycle vient de s'achever. Un nouveau va-t-il reprendre, avec des intervenants un peu différents mais sur les mêmes principes et, par conséquent peut-être, sur les mêmes erreurs ?
- 6 Revoyons donc l'épisode colonial de la production de l'huile de palme et les enseignements que l'on peut en tirer.

L'entrée tardive du Congo sur le marché de l'huile de palme

- 7 La production d'huile de palme pour le marché international ne commence pratiquement pas au Congo avant la deuxième décennie du XX^{ème} siècle. Le Congo n'avait pas connu l'expansion du commerce de l'huile de palme qui s'était produite en Afrique occidentale, plus particulièrement au Nigeria et au Dahomey (actuel Bénin), à partir de la première moitié du siècle précédent. L'existence du palmier à huile avait été signalée en Afrique dès le milieu du XV^{ème} siècle (Pehaut, p. 244). L'arbre en effet fait partie de la panoplie des plantes alimentaires des habitants de la région guinéenne et de l'Afrique centrale. Ceux-ci, par cuisson, puis compression ou malaxage, extraient l'huile contenue dans le péricarde des fruits, l'emploient à la confection des sauces qui accompagnent leurs bouillies ou en font un usage cosmétique¹. Il a fallu attendre trois siècles cependant pour que l'huile de palme apparaisse sur le marché international et que les commerçants anglais s'y intéressent. Ils y ont été conduits par la forte augmentation des besoins en huile pour les savonneries ainsi que pour la lubrification des moteurs utilisés par la révolution industrielle. D'autre part le déclin du commerce des esclaves a incité les négriers à réorienter leurs activités. L'huile de palme leur apparut comme un des substituts les plus intéressants dans ce qui devint les Oil Rivers, c'est-à-dire le delta du Niger et les rivages du Dahomey et du Togo où les palmeraies touchent à la côte (Pehaut, p. 282). Parmi les premiers fournisseurs d'huile de palme, il y eut ainsi les anciens fournisseurs africains d'esclaves qui affectèrent des hommes, qu'ils ne pouvaient plus vendre, à la cueillette des fruits et à la production de l'huile. Des négriers installés au Dahomey avaient déjà pris l'habitude aussi de ce commerce parce que celui-ci contribuait au ravitaillement des esclaves des plantations brésiliennes et pour le troc au Brésil contre du tabac et du rhum (Pehaut, p. 291). Pendant toute la première moitié du XIX^{ème} siècle, les commerçants anglais de Londres et de Liverpool dominèrent le marché. Les commerçants français, dans une moindre proportion, leur emboîtèrent le pas. La France ne fut pas un marché très important car on y rechigna, pendant un certain temps, à

utiliser l'huile de palme jaunâtre qui ne permettait pas de fabriquer le type de savon demandé par la clientèle, c'est-à-dire les savons durs, blancs ou marbrés (Pehaut, p. 289). On retiendra, de ce premier épisode de son histoire commerciale, que l'huile de palme était produite, dans les villages mêmes, par des procédés artisanaux et que les fruits provenaient de palmeraies naturelles, c'est-à-dire de forêts secondaires riches en palmiers *Elaeis* et proches des villages. Il n'y avait pas d'usines ni africaines ni européennes ni de véritables plantations. Notons aussi qu'on avait affaire à une région relativement bien peuplée qui pouvait donc assurer une production importante. Un autre produit du palmier *Elaeis*, l'amande palmiste, obtenue dans les villages en brisant la coque du noyau du fruit, après l'extraction de l'huile contenue dans la pulpe, donc un sous-produit de cette extraction, nourrissait aussi un important commerce de traite. Les palmistes étaient expédiées en Europe, principalement en Allemagne, où elles étaient traitées et leurs tourteaux utilisés pour l'élevage bovin.

- 8 Le Congo n'a pas participé à cet épisode. En partie probablement parce qu'il n'avait pas de palmeraies abondantes le long de la côte qui était d'ailleurs peu peuplée. Cependant, comme en Afrique occidentale, à la suite de la suppression de la traite des esclaves qui ne devint effective ici qu'après 1860, les États africains courtiers qui encadraient l'embouchure du Congo s'étaient mis à vendre de l'huile de palme et des palmistes (Randles, 1968, p. 205). L'amande palmiste a figuré ainsi parmi les produits qu'achetaient les commerçants de Boma ou de Banana. C'est dans les premières années de l'occupation coloniale proprement dite, c'est-à-dire pendant les deux dernières décennies du XIX^{ème} siècle, que des commerçants d'origines diverses, dont des sociétés belges, s'intéressent aux ressources de la région du Mayumbe, bien peuplée et riche en palmiers. Ils y achètent l'huile produite par les villageois et l'exportent par Boma (Nicolaï, 1968, p. 310). L'huile de palme figure parmi les produits d'exportation taxés à 50 % de leur valeur quand l'Etat Indépendant du Congo obtient en 1890 l'autorisation de prélever des droits douaniers (Randles, 1968, p. 209). Il était enjoint aux agronomes au service de l'Etat de faire planter des palmiers *Elaeis* dans les postes administratifs et dans les missions (Ergo, s.d., p. 28). La location par un colon de 500 ha pour une plantation d'*Elaeis* au Mayumbe est annoncée en 1904 (Nicolaï, 1963, p. 310, note 2). L'abondance des *Elaeis* est signalée dans des régions congolaises de l'intérieur, par exemple par les explorateurs allemands Kund et Tappenbeck pour les vallées boisées du Kwango-Kwilu, particulièrement entre l'Inzia et le Kwilu, en 1886². Mais ces palmeraies sont loin des ports maritimes. En 1910, le Congo exportait 2160 tonnes d'huile et 6140 tonnes de palmistes (Drachoussoff, 1991, p. 676).

L'installation de Lever

- 9 La production de l'huile de palme démarre vraiment avec l'installation de la firme Lever Brothers Limited, une des plus grosses entreprises anglaises de savon et de margarine qui fusionnera en 1929 avec l'anglo-hollandaise Margarine Union-Margarine Unie pour constituer la multinationale Unilever. William Lever (1856-1925) était renommé pour l'attention qu'il portait à ses travailleurs. Pour encadrer ses usines et loger son personnel, il avait créé une ville complète, sur un modèle proche des cités-jardins, Port Sunlight, près de Liverpool, lui donnant le nom de son produit-phare, le savon Sunlight. Il occupait une part essentielle dans le commerce de l'huile de palme en Afrique occidentale mais il était bloqué dans son expansion par la difficulté d'obtenir, auprès des autorités coloniales britanniques au Nigeria, des terres disponibles pour créer des plantations. Les territoires

y étaient bien peuplés et les habitants produisaient déjà eux-mêmes de l'huile. Le bassin intérieur du fleuve Congo, moins peuplé et pourvu d'un bon réseau de voies navigables, lui apparut comme un excellent champ d'activités. Un relevé sommaire des palmeraies naturelles du Congo avait d'ailleurs été effectué à sa demande en 1909 (Leplae, 1939, p. 7). De son côté, le gouvernement belge était soucieux de s'attirer la bienveillance des milieux d'affaires anglais qui avaient vivement attaqué la politique coloniale de Léopold II. Comme Lever exigeait de très vastes concessions territoriales, les négociations durèrent longtemps et frôlèrent, semble-t-il, la rupture. Il y eut d'ailleurs un grand débat à la Chambres des Représentants quand une convention fut conclue. Celle-ci, signée le 14 avril 1911 par le ministre J. Renkin et W.-H. Lever et approuvée par décret le 29 avril, donne à bail (jusqu'en 1944) à la société fondée à cet effet par Lever, les Huileries du Congo belge, « des terres domaniales portant des palmiers élaïs situées autour et à moins de 50 kilomètres de chacun des cinq points suivants : Bumba sur le Congo, Barumbu sur le Congo, Lusanga sur le Kwilu, un point situé à 40 km au sud et sur le méridien d'Ingende sur le Ruki, Basongo sur le Kasai (article 8 de la convention). Ces points, quelques années plus tard, sont dénommés par la société respectivement Alberta, Elisabetha, Leverville, Flandria et Brabanta (figure 1).

Figure 1. Palmeraies naturelles et huileries industrielles au Congo belge vers 1950.

- 10 Si la société se conforme aux obligations de l'article 2 (c'est-à-dire notamment l'installation, dans les six ans, d'une usine capable de traiter 6 000 t de fruits frais par an dans chacun des cinq cercles), elle pourra obtenir à bail, dans chaque cercle, jusqu'à 75 000 ha de terres portant des palmiers, et même jusqu'à 200 000 ha si ses usines peuvent traiter 15 000 t de fruits, la totalité des terres obtenues à bail ne pouvant dépasser 750 000 ha pour l'ensemble des cinq cercles. Au 1^{er} janvier 1945, la société pourra en devenir propriétaire. Parmi ses obligations, il y aura, dans chaque cercle, la rémunération d'au moins un médecin, l'installation d'un lazaret et d'une école. La Société s'efforcera

d'améliorer la condition des populations établies à proximité de ses usines et de leur assurer des soins médicaux (article 4). On remarquera que la convention envisage principalement l'exploitation des palmeraies existantes, c'est-à-dire des palmeraies dites naturelles³.

- 11 Les avantages accordés à la société furent considérés comme excessifs par de nombreux hommes politiques belges et suscitérent des débats animés à la Chambre. Le ministre Renkin craignit que Lever ne rompît les négociations et redouta même qu'il pût devenir un homme dangereux. Les députés socialistes furent très réticents. Mais Lever ayant affirmé qu'il ne tolérerait aucun amendement à la convention, Emile Vandervelde, pour justifier une approbation assez embarrassée, recourut, paradoxalement pour un leader socialiste, à l'argument du « bon patron ». Lever était réputé pour ses réalisations sociales en Angleterre. Ce serait donc finalement une bonne chose qu'il devînt le patron d'ouvriers africains. Vandervelde fit ainsi le pari de l'accepter⁴.
- 12 La convention sera prolongée à plusieurs reprises moyennant quelques modifications. En 1958, le délai du bornage des propriétés sera même reporté jusqu'en 1966 (Deconinck, 1996, pp. 31-32).
- 13 Les Huileries du Congo belge⁵ ont créé très vite leurs postes et leurs premières usines. Dès 1920, elles produisent un peu plus de 5000 tonnes d'huile et en 1930, 18 000 tonnes (Deconinck, 1996, annexe 9, qui cite Wilson, édition 1954). En 1928, elles emploient 25 000 travailleurs (Deconinck, 1996, p. 43). En 1936, elles ont une vingtaine d'usines (Deconinck, 1996, p. 30-31) dont douze dans le cercle de Lusanga (Leverville). Elles assurent à ce moment 80 % des exportations congolaises d'huile (Deconinck, 1996, p. 48).

Le foisonnement des sociétés huilières

- 14 Les autres sociétés commerciales mettent quelque temps à suivre leur exemple⁶. Si une société comme la SACCB (Société anonyme des cultures au Congo belge), obtient dès 1913, une concession de 40 000 ha dans la région de Lisala (Ergo, p. 49), jusqu'au début des années 1930, la plupart se cantonnent dans le commerce des palmistes. Celles-ci, nous l'avons vu, sont un sous-produit de la consommation domestique des fruits de l'*Elaeis* (photo 1).

Photo 1. Les amandes palmistes provenaient jadis majoritairement des fruits consommés dans le village et alimentaient un important commerce de traite. Dans un village mbala (district du Kwilu), cette femme brise avec une pierre les noyaux qui les contiennent.

Photo H. Nicolai, 1957

- 15 L'extraction industrielle de leur huile (huile palmiste) se fait en Europe. Plus que celle de l'huile de palme encore, la production des palmistes est donc une simple activité de cueillette et n'aura aucune retombée industrielle sur place (sinon assez tardivement une huilerie pour la consommation intérieure congolaise, qui sera installée à Léopoldville par les H.C.B. que suivront quelques sociétés comme Madail).
- 16 Les sociétés commerciales s'engagent donc peu à peu dans la création d'huileries, d'abord huileries de type artisanal puis huileries industrielles. La Compagnie du Kasai (qui deviendra dans les décennies qui suivront 1960, la C.E.K., Compagnie du Kasai et de l'Équateur) est une des premières à construire des usines du même type que celles des H.C.B. à la fin des années 1920. Il y aura, dans la décennie suivante, prolifération d'entreprises de taille variable, belges pour la plupart, quelques-unes portugaises (photo 2). Pendant la deuxième guerre mondiale, le gouvernement colonial pousse à la production d'huile pour compenser, dans les pays alliés, la perte des plantations du Sud-Est de l'Asie occupé par les Japonais. Le nombre des entreprises huilières augmente encore après la guerre. On compte même, parmi elles, quelques colons individuels, parfois fonctionnaires retraités ou anciens agents de sociétés commerciales.

Photo 2. Site classique d'une huilerie. Ici à Kimbilangundu, au bord du Kwenge, affluent du Kwilu. L'usine utilise comme combustible les rachis des régimes et les divers résidus de l'extraction. D'où les épaisses volutes de fumées grasses qui la signalent de loin. Cette usine appartient à une compagnie de taille moyenne qui a d'autres implantations dans la région ainsi que dans d'autres parties du Congo (notamment dans le Bas-Congo).

Photo H. Nicolai, 1955

- 17 Pour mettre de l'ordre dans le foisonnement des sociétés huilières, le gouvernement de la Colonie avait édicté le 20 mai 1933 (*Bulletin Officiel du Congo belge*, 1933, pp. 409-418) un décret qui réglementait leurs conditions de fonctionnement. Ce décret sur *les zones d'huilerie* accordait à l'entreprise, qui avait l'intention d'installer une usine, une protection pour l'achat des fruits aux villageois dans un rayon de 30 km maximum, moyennant diverses obligations dont celle de planter une certaine surface en *Elaeis*. Le décret avait été conçu surtout pour favoriser la création de petites usines. Mais à nouveau, c'était la cueillette dans les palmeraies naturelles, du moins dans un premier temps, qui était privilégiée pour leur approvisionnement. De nouvelles zones d'huilerie seront reconnues jusqu'au début des années 1950. La production d'huile augmente pratiquement de 100 % de 1939 à 1952, dont près de 65 % entre 1946 et 1952. La figure 1 montre la répartition des huileries et des aires de palmeraies naturelles dans la décennie qui marque l'apogée de l'histoire congolaise de l'huile de palme.
- 18 Tout cela s'inscrivait dans un système général de traite. Les sociétés huilières combinaient production de l'huile et commerce général. Elles avaient un réseau de factoreries qui achetaient aux villageois d'autres produits de leurs activités et leur vendaient des biens de consommation généralement importés. Les H.C.B. avaient, dans leurs cercles, des réseaux de cantines pour leurs ouvriers mais avaient créé aussi une grosse filiale de commerce général, la SEDEC.
- 19 Le groupe Unilever avait en outre, à Kinshasa, une entreprise, Marsavco, qui fabriquait savon et margarine.

La structuration du territoire par les entreprises huilières

- 20 Ce développement du secteur huilier a joué un rôle structurant dans l'espace où il s'est exprimé. Parfois l'impact est simplement ponctuel comme autour de l'usine d'un colon. Ou bien il couvre le territoire d'activité d'une grosse société, comme ce fut le cas pour les implantations H.C.B. dans la cuvette équatoriale, par exemple autour du centre d'Ingende (Flandria), sur la Ruki, au sud-est de Mbandaka ou bien autour de l'énorme plantation de Yaligimba, sur l'Itimbiri, près de Bumba (Alberta). Dans les régions riches en palmeraies naturelles où plusieurs sociétés se sont installées, l'espace structuré a pu atteindre les dimensions d'un district administratif.
- 21 On retiendra que les H.C.B. par exemple, à la veille de l'indépendance, avaient un réseau de vingt huileries réparties dans cinq cercles, deux usines à caoutchouc, une usine à café, une flotte de barges pour le transport de l'huile, des installations de pompage et de stockage à Léopoldville (Kinshasa), Coquilhatville (Mbandaka) et Port-Francqui (Ilebo), un chantier naval, un atelier de construction de matériel d'usine et de fabrication de pièces de rechange, des abattoirs et chambres froides pour un élevage de 12 000 têtes de bétail (destiné au ravitaillement de la main-d'œuvre), des services de recherches et de sélection. En vertu des obligations contractées envers le gouvernement de la Colonie, s'ajoutait un réseau médical et sanitaire (12 hôpitaux et plusieurs dizaines de dispensaires, 16 médecins en 1960, 25 infirmières-accoucheuses, plus de 400 aides-infirmières), des foyers sociaux, des cantines, des magasins, des logements, un réseau scolaire de 75 écoles primaires complètes, de trois écoles moyennes, d'écoles techniques de niveau inférieur, d'écoles de formation de cadres moyens ou inférieurs (jusque vers 1940, ceux-ci étaient surtout des « Coastmen » venant de l'Afrique occidentale britannique), assistants-agricoles à Alberta, techniciens d'usine et comptables à Leverville. Le personnel comprenait 33 000 travailleurs permanents congolais, 24 500 coupeurs de fruits sous contrat (dont 6000 dits, de façon peu élégante, « importés » avaient été recrutés loin des zones d'usine et devaient être logés) (photo 3). On devine le poids que pouvait avoir une telle entreprise dans le secteur agro-industriel du Congo mais aussi dans l'organisation du territoire.

Photo 3. Trois jeunes coupeurs de fruits avec leurs instruments de travail : la ceinture pour grimper au palmier, la machette pour détacher le régime, le panier pour le transport de la récolte. Travaillant ici dans le district H.C.B. de Leverville, ces Pende ont été recrutés dans le territoire de Gungu.

Photo H. Nicolai, 1955

- 22 Le plus bel exemple d'un espace structuré par les activités huilières a été le Kwango-Kwilu et plus précisément le district administratif du Kwilu dont le territoire était couvert presque entièrement par des zones d'huilerie (figure 2). Une partie importante de l'infrastructure y a été aménagée par les sociétés huilières. Celles-ci ont ouvert des pistes carrossables pour les camions qui font le tour des postes d'achat des fruits (photo 4), installé des bacs (photo 5), jeté des ponts et construit des embarcadères pour les baleinières et les barges transportant l'huile usinée. Une société comme la Compagnie du Kasai disposait à Dima, sur le Kasai, d'un centre de direction pour ses activités commerciales et industrielles, sorte de caravansérail avec entrepôts, quais, chantier naval, etc.⁷

Figure 2. Un exemple de surface couverte par des zones d'huilerie. Le District du Kwilu vers 1955.

Photo H. Nicolai, 1955

Photo 4. Des régimes de fruits viennent d'être pesés, au bord de la piste, avant leur chargement sur le camion de l'huilerie.

Photo H. Nicolai, 1955

Photo 5. Les sociétés huilières ont équipé leurs zones de pistes carrossables, de ponts et de bacs. Ce bac sur le Kwilu permet d'atteindre l'usine HCB qui se trouve sur l'autre rive. Ces infrastructures sont généralement mises à la disposition du public.

Photo H. Nicolai, 1955

- 23 Comme dans ces réseaux se sont inscrites aussi (voir plus haut) des structures de santé et des structures scolaires, les populations vivant dans ces espaces ont bénéficié de services, de facilités d'accès à l'école et de possibilités d'emploi qui ont exercé leur attraction sur les habitants des territoires environnants. D'où une plus forte croissance démographique. Or le Kwilu avait déjà au départ une population plus dense que les espaces voisins. L'écart s'est accentué. La structure administrative coloniale a été un moment marquée par cette évolution puisque le district du Kwilu, principalement huilier, a été séparé de celui du Kwango dont il faisait partie, ce dernier étant réduit aux hauts plateaux steppiques qui l'encadrent à l'ouest et au sud. Le Kwilu disposait avec la petite ville de Kikwit d'un centre administratif et portuaire qui a fonctionné comme pôle régional. Au milieu des années 1950, on pouvait envisager ainsi le Kwilu comme une région en voie de formation, dont la cohésion économique était assurée principalement par la production huilière (Nicolai, 1964 et 1996).
- 24 Mais cette vision ne tenait peut-être pas suffisamment compte de l'absence d'intégration du système réticulaire des sociétés huilières. C'était une juxtaposition d'espaces faiblement polarisés à l'exception, mais en partie seulement, du cercle H.C.B. de Leverville qui était englobé dans l'espace administratif régional de Kikwit, proche d'une cinquantaine de kilomètres. Dans les espaces huiliers, les relations ne portaient que sur de faibles distances, celles permettant de drainer la production d'une palmeraie vers l'huilerie puis, lorsque celle-ci n'avait pas été installée sur une voie navigable, vers le port d'embarquement. Ces réseaux locaux de routes et de bacs étaient à la disposition des autorités publiques mais ils ne s'inséraient pas dans le réseau régional et national assurant d'une part la liaison entre les centres administratifs et d'autre part la circulation de transit. Si, dans quelques cas, ces systèmes ont pu pallier partiellement la dégradation du réseau public après 1960, ils se sont en grande partie effondrés avec la ruine des

huileries (dans les années 80) et, dans le cas du Kwilu, avec la mise en fonctionnement d'une grande route macadamisée le reliant directement à Kinshasa et l'englobant dans le bassin de ravitaillement vivrier de la capitale, court-circuitant en même temps un système de transport fluvial dégradé.

La face noire du système huilier

- 25 Cette présentation d'une évolution positive des régions huilières pendant la période coloniale, a laissé de côté cependant une large part de la réalité. L'écroulement de la production au cours du dernier demi-siècle est en effet, au final, la marque d'un échec. Et pourtant c'est au moment où l'économie huilière a été débarrassée des abus qui l'avaient entachée, qu'elle a commencé à décliner. La production était soutenue en effet, tout comme d'autres productions de l'époque coloniale, par un encadrement rigoureux, autrement dit par un système de contraintes.

Un système de contraintes générateur d'abus

- 26 Celui-ci se manifestait tout particulièrement dans le recrutement des ouvriers de plantations et surtout dans celui des coupeurs appelés à venir travailler dans les palmeraies naturelles des zones d'huileries, là où la population locale ne suffisait pas. Cela concernait par exemple les coupeurs pende du Territoire de Gungu, appelés pour l'exploitation des palmeraies naturelles de la moitié sud du cercle de Leverville, à 150 km de leurs villages d'origine. Les agents recruteurs de la société, parfois accompagnés et soutenus par des agents de l'Etat, obtenaient, auprès des chefs locaux, les hommes dont ils avaient besoin, en promettant des primes ou en agitant la menace de sanctions. Les chefs usaient de procédés semblables envers les jeunes gens qu'ils désignaient. La contrainte portait aussi sur les quantités de fruits que les coupeurs devaient livrer. On exigeait par exemple la même quantité tous les mois sans tenir compte de la variation saisonnière de la production des Elaeis (Ryckmans, cité par Vanderlinden, 2007, p. 152). Les conditions d'acheminement des ouvriers recrutés vers les centres d'exploitation étaient parfois déplorables ainsi que les logements précaires qui leur étaient fournis. Les contrats étaient renouvelés à leur terme de façon tacite sans que l'accord de l'ouvrier lui fût vraiment demandé. Les abus étaient manifestes. Les autorités publiques en étaient conscientes. En 1930, elles avaient même chargé une mission dont fit partie Pierre Ryckmans, qui devint par la suite gouverneur général, de mener une étude⁸ sur les problèmes du travail dans la province du Kwango-Kasai (Vanderlinden, 2007, pp. XI-XII). Les lettres, que celui-ci envoya à sa femme, d'octobre 1930 à mars 1931, décrivent quelques cas d'abus et de non-respect de la législation qu'il avait pu constater en se rendant sur le territoire de son enquête. Elles ont un ton beaucoup moins édulcoré que celui de son rapport officiel (Vanderlinden, 2007, p. 1). Faut-il parler de « *travail forcé pour l'huile de palme de Lord Leverhulme* », comme le fait le titre d'un livre d'un ancien administrateur territorial, devenu diplomate, qui s'est spécialisé dans l'étude des abus commis dans le Congo jusqu'à la fin de la deuxième guerre mondiale ? (Marchal, 1991). Si l'expression peut paraître exagérée, elle n'est pas cependant très éloignée de ce que déclarait Emile Vandervelde dans son interpellation au Ministre des Colonies en juin 1932 : « *Il existe dans certaines régions du Kwango, un système d'organisation du travail que*

certain appellent l'esclavage déguisé et que je me bornerai à appeler le servage de gens corvéables et taillables à merci »⁹.

- 27 Ces contraintes s'inscrivaient dans un complexe où elles s'ajoutaient à une foule d'autres exigences du système colonial : corvées de portage pour les besoins de l'administration avant l'installation de pistes carrossables puis corvées pour l'aménagement et l'entretien de celles-ci, obligation de se soumettre à un contrôle médical souvent musclé (qui pouvait aller jusqu'à des ponctions de la moelle épinière), ce contrôle visant à éradiquer la maladie du sommeil avec très souvent ordre de déplacer le village pour l'éloigner des zones infestées par les glossines, regroupement forcé de villages au bord des nouvelles pistes (dans quelques cas, on brûla des villages récalcitrants), obligation de l'impôt, autrefois payé en boules de caoutchouc et qu'il fallait désormais acquitter avec de l'argent, et pour cela notamment récolter des fruits et les vendre aux usines (ce qui n'était pas, en fin de compte, très différent des livraisons forcées de caoutchouc d'antan), obligation de travaux agricoles pour les « hommes adultes valides » (les coupeurs de fruits en étaient dispensés s'ils apportaient une quantité suffisante de fruits)¹⁰. Tout cela s'était accumulé pendant les deux premières décennies du Congo belge, particulièrement après la première guerre mondiale. Ces contraintes se renforcèrent même quand la grande crise économique fit s'effondrer les prix d'achat des fruits et que les agents des sociétés huilières eurent pour instruction de maintenir, coûte que coûte, le volume de la production. Le directeur des H.C.B. à Léopoldville, dans un entretien privé avec P. Ryckmans, lui confia que de graves abus étaient commis par ses agents, en raison des exigences de la direction d'Europe (Vanderlinden, 2007, p. 21), propos assez inattendu de la part d'un des hauts responsables de la société.

Les réactions villageoises. La révolte des Pende

- 28 Les griefs envers les sociétés huilières s'ajoutèrent aux griefs de nature politique et furent relayés parfois par des mouvements de nature religieuse. Ils finirent par s'exprimer en mai-juin 1931 dans ce qui fut la révolte populaire la plus importante de l'histoire du Congo belge. Les causes de ce qu'on a appelé, à l'époque, « la révolte des Bapende » ou « la révolte du Kwango » sont complexes. Il serait réducteur d'y voir simplement la conséquence directe des agissements des sociétés huilières. La révolte a été d'abord et surtout un soulèvement contre le pouvoir colonial. Mais ce sont les agissements des sociétés et leur collusion avec celui-ci qui ont fourni l'élément déclencheur. Ce fut, à Kilamba, dans l'actuel territoire de Gungu, une accumulation locale d'abus auxquels participèrent tous les types d'acteur du système : un agent recruteur des H.C.B., plusieurs agents de la Compagnie du Kasai et un agent de l'autorité coloniale soutenant les précédents.
- 29 Le recruteur H.C.B., mécontent du trop petit nombre d'hommes qu'il avait pu obtenir, avait fait séquestrer, en somme comme otages, un certain nombre de femmes. Dans l'orgie qui fêta ce soir-là le retour en congé d'un fonctionnaire territorial, plusieurs de ces femmes furent violentées. Un mari vint réclamer une compensation auprès de l'agent de la Compagnie du Kasai qui était directement concerné. Des menaces furent échangées. L'agent de la société huilière ayant porté plainte auprès de l'administration du territoire, l'agent territorial Balot fut envoyé avec un policier pour enquêter sur place. Il rencontra une foule menaçante qui le tua, découpa son corps en morceaux et répartit ceux-ci entre

les villages. L'insurrection se répandit dans la plus grande partie du territoire actuel de Gungu.

- 30 La répression fut sanglante et dura plus de trois mois. Les combats furent suivis de nombreuses séances de coups de « chicotte » (fouet utilisé pour les châtiments corporels) afin de faire dévoiler par les prisonniers, les lieux où les restes de l'agent territorial (et tout particulièrement la tête) étaient cachés. Plusieurs en moururent. La difficulté qu'il y eut à récupérer la plus grande partie du corps explique la durée de la répression.
- 31 Ces faits ont été dénoncés à la Chambre en 1932 par le député communiste Jacqmotte puis par Emile Vandervelde, dans une de ses plus grandes interventions de politique coloniale (interpellation citée plus haut). Tous deux ont stigmatisé le comportement des sociétés huilières et des agents de l'administration et ont réfuté la thèse d'une sédition principalement d'origine religieuse. Le ministre des Colonies avait convoqué d'ailleurs l'administrateur-délégué de la Compagnie du Kasai pour lui reprocher le comportement de ses agents qui avait été à l'origine directe de la révolte (Marchal, 2001, p. 274). Il avait aussi demandé un rapport d'enquête sur les événements à E. Jungers, président de la cour d'appel de Léopoldville¹¹. Ce rapport particulièrement sévère a été utilisé par Vandervelde. Celui-ci, dans son interpellation, exprime sa désillusion devant le comportement de la société de William Lever à laquelle il avait accordé sa confiance en 1911, se demandant même si les descriptions qui avaient été faites auparavant de ses réalisations ne concernaient en fait qu'un décor cachant des réalités peu brillantes¹².
- 32 Une attention plus grande portée au respect des règlements, un certain changement dans le comportement des agents des sociétés et surtout la reprise économique, après la grande crise, avec une augmentation des prix payés aux fournisseurs de fruits, ont amélioré peu à peu la situation. Les tensions se sont atténuées entre les parties en cause. Le système s'installe dans un régime de croisière qui ne connaîtra plus d'incidents majeurs jusqu'à la fin de la période coloniale. Mais il semble que subsistera le problème qui avait conduit les sociétés huilières à recourir à diverses formes de contrainte, c'est-à-dire la répugnance ou même le refus de nombreux jeunes villageois à cueillir les fruits. Le métier leur paraissait dangereux et peu rémunérateur (photos 6 et 7)¹³. Beaucoup préféraient partir travailler à la ville. Il y eut encore une nouvelle phase de pressions plus ou moins fortes pendant la deuxième guerre mondiale. Elles furent l'œuvre de l'autorité coloniale et non plus des sociétés huilières, dans le cadre de ce qui fut appelé « l'effort de guerre », pour fournir aux Alliés les matières premières dont ils étaient privés par la conquête japonaise du sud-est de l'Asie, donc plus particulièrement, pour le domaine qui nous intéresse, les produits oléagineux et le caoutchouc.

Photo 6. La montée au palmier. Dans la palmeraie naturelle, grimper sur le long tronc lisse de l'*Elaeis* pour détacher un régime de fruits est une opération périlleuse surtout par temps humide. On comprend la réticence de nombreux jeunes pour le métier de coupeur.

Photo H. Nicolai, 1955

Photo 7. Dans les plantations, la montée au palmier est moins difficile. Les arbres sont moins hauts et le tronc moins lisse. Parfois on peut utiliser une échelle ou un instrument de coupe à distance comme le couteau malais.

Photo H. Nicolai, 1955

Un système potentiellement générateur de litiges fonciers

- 33 Un autre aspect de la face sombre de l'histoire congolaise de l'huile de palme est la question des concessions foncières octroyées aux sociétés huilières. A l'époque coloniale cependant, cette question n'a pas engendré de conflits aigus mais elle a affecté évidemment les relations entre les villageois et les sociétés. Elle risque d'ailleurs de surgir à nouveau s'il est fait droit aux demandes émanant de certaines sociétés étrangères.
- 34 On a vu que l'immensité des concessions accordées aux H.C.B. en 1911 avait été l'objet de débats dès avant la signature de la convention et lors de sa ratification parlementaire. On n'a pas tellement débattu de la proportion de leurs terres que les groupements villageois allaient devoir céder. On estimait le territoire peu peuplé et même en voie de dépeuplement. On n'avait donc pas l'impression de priver les Africains de terres qui leur auraient été nécessaires. Mais certains ont regretté que cette convention reprît un des aspects controversés et même condamnés de l'Etat Indépendant du Congo, c'est-à-dire le recours à la notion de terre vacante. Les concessions concernaient des « terres domaniales » autrement dit ce qu'on appelait aussi les « terres vacantes », c'est-à-dire les terres non exploitées par les populations « indigènes ». Or cette notion de terre vacante ne se préoccupait pas – ou peu – des besoins ultérieurs en terres que pourraient avoir les populations locales ni des droits que celles-ci détenaient sur les produits naturels de ces espaces. On considérait que ces produits (à l'époque de l'Etat Indépendant du Congo, le caoutchouc, l'ivoire et le copal) appartenaient à l'Etat qui pouvait en concéder

l'exploitation à des sociétés commerciales ou même, dans le cas du Domaine de la Couronne, les considérer comme la propriété privée du souverain.

- 35 La convention de 1911 attribuait aux H.C.B., dans leurs cercles, le droit de récolter ou de faire récolter à leur profit les fruits des palmiers *Elaeis* poussant dans les terres vacantes à concurrence de la superficie concédée et moyennant une rémunération correcte des récolteurs. Or selon la tradition locale, il était rare qu'un palmier ne fût l'objet d'un certain type d'appropriation surtout à partir du moment où il entrait en production et était exploité. C'était évidemment le cas de la plupart des palmiers présents dans les terres considérées comme vacantes. Au cours du temps d'ailleurs, cette notion de terre vacante perdit sa signification initiale. En effet, comme on n'avait pu, dans les délais prévus par la convention, aborder les terres vacantes demandées par les H.C.B., on recourut à un système voisin de celui qui avait été adopté pour la Compagnie du Katanga avec la création en 1900 du Comité Spécial du Katanga qui gérait l'ensemble des terres concédées à la Compagnie et les terres vacantes de l'État. On mit en indivision, dans les cercles H.C.B., les terres vacantes et les terres villageoises. Cette indivision était consacrée par un contrat dit tripartite où intervenaient les H.C.B., les communautés villageoises et l'Etat, par l'intermédiaire d'un magistrat. Il n'était donc plus nécessaire de délimiter au préalable les terres vacantes. Les blocs de terre loués par la société et destinés à devenir sa propriété, pouvaient être choisis à l'intérieur de cet ensemble. En fait les communautés villageoises dont les chefs furent amenés à signer des actes de vente (ou d'abandon de propriété) ne pouvaient guère comprendre cette astuce juridique. Même des membres du Conseil Colonial (un conseil consultatif du Ministère des Colonies) affirmèrent que le système leur paraissait incompréhensible. Celui-ci fut cependant prolongé à plusieurs reprises (la dernière en 1958) avec souvent une réduction de la superficie à laquelle la société pouvait prétendre mais avec parfois, en compensation, le droit pour celle-ci de pouvoir choisir des terres en dehors du territoire des cinq cercles définis dans la convention de 1911. Le système des contrats tripartites eut donc pour résultat pratique d'étendre implicitement les droits des H.C.B. sur tous les palmiers présents dans leurs cercles.
- 36 Il n'y eut pas cependant de véritables affrontements. Mais une situation qui localement pouvait devenir difficile car la population, en un demi-siècle, allait augmenter et l'extension des terres cultivées de certains villages se trouvait gênée par l'existence de blocs concédés aux H.C.B. et convertis ou non en plantations. H. Vinck donne l'exemple d'un conflit survenu près de Boteka (au sud-est de Mbandaka) en 1953 quand les H.C.B. enjoignirent de déguerpir à un habitant du village qui avait, quinze ans auparavant, planté 5000 palmiers dans des terres qui appartenaient à son clan mais dont il ignorait qu'elles faisaient partie d'un bloc de 1000 ha concédés en 1931 aux H.C.B. dans le cadre d'un contrat tripartite auquel son clan n'avait d'ailleurs pas été représenté (Vinck, 2011, p. 69-76).
- 37 C'est seulement tout à la fin de la période coloniale que l'administration coloniale commença à s'inquiéter des possibilités de conflits fonciers. Dans la perspective du renouvellement des conventions tripartites, au milieu des années 1950, elle fit procéder par les services agricoles provinciaux et les services territoriaux à des surveys détaillés de groupements (subdivisions de secteurs administratifs) où se trouvaient des blocs concédés aux H.C.B. et où il fallait vérifier si les terres disponibles pour l'extension des cultures villageoises étaient suffisantes. Pour le Kwilu, nous avons pu consulter et utiliser certains de ces dossiers mais nous ne savons pas quelle suite effective leur a été donnée¹⁴.

Nous savons simplement que certains villages se plaignaient d'une pénurie de terres et regrettaient parfois amèrement les abandons de propriété qui avaient été acceptés naguère par leurs chefs pour des rémunérations qui leur paraissaient de plus en plus dérisoires.

- 38 L'administration coloniale était consciente de l'existence au moins potentielle de situations de conflits fonciers car, dans la dernière convention (1958) qui prolonge le système des contrats tripartites, l'article 23 précise que « *dans l'hypothèse où la situation foncière d'une région où la société possède des propriétés serait difficile, la Colonie le signalera à la société qui sera tenue, dans le délai de six mois, de désigner les terres qu'elle rétrocède. En échange, la société pourra obtenir d'autres terres* » (cité par Vinck, 2011, p. 76).

L'essoufflement du système huilier

- 39 A la fin de l'époque coloniale, l'économie huilière industrielle était en voie d'essoufflement. Celui-ci se marquait fortement là où la production reposait principalement sur l'exploitation des palmeraies naturelles. Celles-ci auraient dû être remplacées progressivement par des plantations d'arbres sélectionnés ou subir des opérations d'amélioration (différents programmes avaient d'ailleurs été tentés mais sans grand succès). Les H.C.B. avaient renoncé à poursuivre leurs projets de plantations dans certains de leurs cercles, principalement ceux de Leverville (Lusanga) et de Brabanta (Basongo) où les rendements se révélaient insuffisants, en partie pour des raisons climatiques (plus spécialement une saison sèche bien marquée d'au moins trois mois). Les plantations y rapportaient trois fois moins que celles aménagées dans les régions équatoriales, à Yaligimba, près de Bumba, par exemple. D'autre part, il leur devenait de plus en plus difficile de lutter, sur le marché mondial, contre la concurrence des plantations du sud-est de l'Asie (Malaisie et Indonésie). Enfin il n'y avait aucune perspective de « relève africaine » c'est-à-dire d'une reprise des exploitations, à une échelle suffisante, par des entrepreneurs africains.
- 40 À la fin de la période coloniale, le système de production fondé sur la simple exploitation d'un produit de cueillette avait atteint ses limites. D'abord il ne permettait pas d'obtenir une huile de qualité comparable à celle produite par les plantations de l'Asie du Sud-Est.
- 41 En outre, il fallait s'attendre logiquement à un déclin de la production des palmeraies naturelles car elles risquaient de ne pas se renouveler à un rythme suffisant et étaient menacées de régression par l'extension des superficies cultivées liée à la croissance de la population. Le système apparaissait condamné à terme comme l'avait été, un demi-siècle plus tôt, celui du caoutchouc naturel. Or en 1959, l'huile industrielle produite par le Congo provenait encore en majorité et même pour les deux tiers, dans certaines régions comme le Kwilu, du traitement de fruits cueillis dans les palmeraies naturelles (un peu plus de 80 % en 1954 pour l'ensemble de la Province de Léopoldville selon le tableau statistique de G. Couteaux, 1955). Seules les régions huilières situées dans les parties équatoriales (province de l'Équateur et province Orientale) traitaient en majorité des fruits de plantation.
- 42 On avait imaginé depuis longtemps différents systèmes pour améliorer l'exploitation des palmeraies subspontanées ou pour leur substituer progressivement de petites plantations villageoises : remplacer les arbres épuisés par des arbres sélectionnés (à partir de plants fournis par les sociétés huilières ou par l'INÉAC) ; plantations dites « en collaboration » au

Mayumbe dès les années trente, où l'on essaya plusieurs systèmes, par exemple un bloc par village ou un bloc par famille étendue, à planter en palmiers avec des plants sélectionnés, ces blocs étant exploités soit par des individus soit de façon communautaire (Drachoussoff *et al.*, 1991, pp. 924-926) ; « paysannats » avec l'*Elaeis* comme culture de rapport, etc. Tout cela n'avait pas donné de résultats marquants et s'était heurté souvent à des difficultés foncières ou au manque d'intérêt des jeunes hommes davantage attirés par les emplois salariés dans les villes proches (Drachoussoff *et al.*, 1991, p. 925). Dans le Kwilu, au cours des années 50, quelques « fermiers », chefs de terre ou apparentés aux chefs de terre et parfois, en même temps, citadins et commerçants, avaient créé de petites plantations dans lesquelles travaillaient des ouvriers appartenant le plus souvent à leur famille. Mais plusieurs avaient préféré y développer un élevage bovin.

- 43 Dans une bonne partie des campagnes congolaises, le système de production industrielle de l'huile de palme n'avait plus que de faibles perspectives d'avenir. Il n'avait pu leur assurer ce qu'on appellerait aujourd'hui un développement durable. Il restait sous le contrôle total de sociétés étrangères. Il n'avait apporté aucun renouveau technique aux populations concernées, à l'exception de la formation, par les sociétés, de quelques agents spécialisés : mécaniciens d'usine, assistants agricoles, comptables. Mais l'activité de base, c'est-à-dire la production et la cueillette des fruits, était restée identique à ce qu'elle était cinquante ans plus tôt. La participation des villageois au profit résultant de l'exploitation d'une de leurs ressources naturelles était insignifiante par rapport à la part prélevée par les sociétés huilières. Ils ne retiraient aucun bénéfice des opérations de transformation, de transport et finalement de vente sur le marché mondial. Or pour une bonne part, il s'agissait là d'opérations techniques qui auraient pu depuis longtemps être assumées par des entrepreneurs africains. Il n'y avait eu aucune africanisation d'une filière où le transfert des techniques ne posait a priori aucun problème insurmontable.
- 44 On pourrait ajouter aussi que, dans les zones huilières, le système avait pratiquement bloqué le développement de l'agriculture villageoise proprement dite. Celle-ci était restée au stade qui était le sien un demi-siècle plus tôt. Les revenus apportés par la vente des fruits de palme dépassaient en effet ceux fournis par la vente de produits agricoles¹⁵.

La décolonisation et les sociétés huilières

- 45 Les cinquante années, qui ont suivi l'accession du Congo à l'indépendance, ont été une longue descente aux enfers pour les sociétés huilières. Dans la cuvette équatoriale (Province de l'Équateur et Province Orientale), elles ont pu exploiter les vastes plantations d'arbres sélectionnés, qu'elles avaient mises en place dans la dernière décennie coloniale et qui donnaient des rendements plus élevés que les plantations précédentes et de façon générale, que celles des régions du Kwilu et du Kasai. Mais elles restèrent, pendant une douzaine d'années encore, conformes à leur structure coloniale. Elles ont d'abord résisté tant bien que mal aux troubles qui se sont produits dans certaines de leurs aires d'activité. Pendant la révolte muléliste du Kwilu (1964), par exemple, les anciennes H.C.B., devenues Plantations Lever au Congo (PLZ), ont même constitué un bastion de stabilité en marge immédiate de la zone de rébellion car elles ont pu maintenir en état de fonctionnement une partie de leurs infrastructures, usines, postes d'achat et réseau de pistes et de bacs alors que l'État n'avait presque plus de prise sur le territoire. Par contre, dans la région équatoriale, suite à la rébellion qui s'est

développée autour de Kisangani, les plantations de Lukutu cesseront toute activité pendant près de 3 ans (de 1964 à 1967, voir Deconinck, p. 81).

- 46 Par la suite, les sociétés huilières ont eu à faire face à d'autres difficultés qui ont réduit leurs perspectives d'avenir. C'est d'abord l'application de la loi Bakajika de 1966 qui reconnaît à l'État la propriété exclusive et inaliénable du sol. L'État désormais ne cèdera plus les terres en propriété aux sociétés industrielles mais concédera leur exploitation par des baux emphytéotiques d'une durée de 25 ans. Or cette durée est inférieure au cycle d'exploitation d'une palmeraie (AGRER, 2005, p. 7) ce qui pourrait décourager de nouveaux investissements.
- 47 C'est surtout la « zaïrianisation » générale des entreprises étrangères décidée par Mobutu en 1973, qui scelle leur avenir. L'État zaïrois confisque d'abord les petites et moyennes entreprises appartenant à des étrangers et les concède à des entrepreneurs zaïrois. Puis c'est le tour des grosses sociétés qui sont confiées à des personnes privées ou publiques, très souvent à des hommes politiques locaux liés au régime. Une société du groupe Lever, Marsavco, ne sera pas touchée au prétexte qu'elle a déjà inclus des Zaïrois dans sa direction et son conseil d'administration. Elle est même présentée comme modèle dans un discours du chef de l'État.
- 48 La plupart des sociétés « zaïrianisées » sont exsangues après quelques années. Le gouvernement zaïrois fait alors marche arrière et décide de les « rétrocéder » à leurs anciens propriétaires. Mais ceux-ci les retrouvent parfois dans un tel état qu'ils refusent de les reprendre, n'ayant plus les moyens de les rétablir. Ce sera le cas de la plupart des entreprises individuelles des anciens colons. Parmi les entreprises portugaises, nombreuses au Kwilu, seules les plus grandes reprendront leurs activités mais avec peine. D'autres, après quelques années, seront revendues à des entrepreneurs ou hommes politiques locaux. Le cas des Plantations Lever a été particulier. Nationalisées en janvier 1974, elles auront récupéré toutes leurs installations dès septembre 1977 (Deconinck, p. 82) grâce notamment à des négociations directes entre les autorités zaïroises et le président de l'Overseas Committee d'Unilever. Elles pourront même bénéficier désormais d'aides de la Banque Mondiale car elles seront considérées comme une entreprise nationale comportant des Zaïrois dans son conseil d'administration et comme une industrie nécessaire à l'alimentation de la population. Unilever a changé sa stratégie. Le groupe a renoncé à faire face à la concurrence des producteurs sud-asiatiques sur le marché mondial et abandonné tout projet de nouvelles plantations. Il décide de se replier sur le marché intérieur et n'exportera plus que d'autres produits de ses plantations comme le caoutchouc, le cacao et le thé. Il réduit de plus en plus son personnel expatrié, d'abord à un expatrié par cercle et puis à un expatrié pour l'ensemble de ses installations y compris sa participation à Marsavco¹⁶. Pendant quelque temps encore, les PLZ, en échange d'une réduction d'impôts, continuent à entretenir un réseau de routes, à fournir des soins de santé aux travailleurs des plantations et des villages environnants mais rétrocèdent leur réseau scolaire aux missions et au ministère de l'Éducation nationale (Ergo, p. 150).
- 49 Les sociétés huilières se placent donc désormais sur le marché domestique mais elles y rencontrent de nombreux obstacles. Les autorités cherchent à maintenir des prix bas pour les consommateurs citadins et à relever les prix payés aux fournisseurs de fruits ainsi que les salaires des ouvriers des usines et plantations. Sur ce marché intérieur, les sociétés huilières sont fortement concurrencées par les huiles de fabrication artisanale dont la production s'est développée à un rythme très rapide dans les villages, surtout

dans ceux qui ne sont pas trop éloignés des grandes villes. Cette huile artisanale est généralement de mauvaise qualité (avec des taux d'acidité supérieurs à 5 %) mais elle est vendue bien meilleur marché. Les sociétés n'ont plus comme clients pour leur huile raffinée que les ménages qui sont capables de la payer. La plus grande partie de leur production va désormais aux usines de transformation, savonneries et margarineries. Une petite partie continue à être utilisée dans la métallurgie du Katanga.

- 50 Le maintien en activité des plantations devient de plus en plus difficile lorsque le Congo connaît une série d'événements violents. Si les pillages dans les villes en 1991 et 1993 n'ont pas eu beaucoup d'effets dans les campagnes, les guerres qui ont accompagné puis suivi l'effondrement du régime Mobutu et l'avènement du président Kabila, et qui sévissent dans la cuvette équatoriale où se trouvent les plus belles plantations des PLC (Plantations Lever au Congo, nouveau nom des PLZ), par exemple, ont engendré des difficultés croissantes notamment pour l'acheminement de l'huile vers Kinshasa par la voie fluviale. Certes les sociétés huilières savaient qu'à plus ou moins court terme, leurs plantations intérieures ne seraient plus capables de concurrencer sur le marché international l'huile produite dans les régions côtières du sud-est de l'Asie et de l'Afrique guinéenne. Mais maintenant c'est le marché national lui-même qu'elles peinent à ravitailler.
- 51 La conclusion d'accords politiques de conciliation puis l'organisation d'élections, notamment de l'élection présidentielle de 2006, ont amorcé une certaine reprise. Mais beaucoup d'usines et de plantations n'en ont pas bénéficié. Vers 2006, il ne restait plus au Congo, dans le secteur agro-industriel de l'huile de palme, que deux groupes ayant de grandes plantations, les PHC (Plantations et Huileries du Congo, ex-PLC) et le groupe américain Blattner (qui a repris le GAP, Groupe agro-pastoral), soit environ 17000 ha dans la province de l'Équateur et près de 9000 ha dans la Province Orientale.
- 52 L'huile de palme a disparu totalement du tableau des exportations (figure 3). Plus aucune tonne d'huile n'est chargée dans les ports maritimes. Il n'y a plus qu'un petit trafic transfrontalier d'huile artisanale en direction du Congo-Brazzaville, de l'Angola et de la République centrafricaine. Le marché intérieur est devenu déficitaire. Le Congo importe en 2005, 15 000 tonnes (AGRER, p. 55), un peu pour les citoyens (ceux qui peuvent en payer le prix) et surtout pour les savonneries. Celles-ci doivent aussi se procurer à l'extérieur au moins 25 % de leurs besoins en huile palmiste.

Figure 3. Production totale d'huile de palme au Congo et production exportée (en tonnes).

- 53 Stade ultime de l'évolution pour certaines sociétés huilières : en septembre 2009, le groupe Unilever, renonçant à produire lui-même de l'huile, revend toutes ses usines et plantations de la cuvette équatoriale à une filiale (Feronia) de la société canadienne Trinorth. Il avait vendu déjà, au début des années 90, la plupart de ses usines du Kwilu à des hommes politiques (et d'affaires) congolais (photo 8). La société Feronia revendra d'ailleurs certaines de ses plantations à un autre groupe financier qui semble s'intéresser davantage au secteur des services qu'à celui de la production industrielle. En 2012, Unilever, en Afrique tout au moins, a décidé officiellement de se replier sur son « business core », c'est-à-dire la fabrication de produits cosmétiques et de lessive et de produits alimentaires élaborés et d'acheter désormais l'huile dont il a besoin¹⁷ (photo 8).

Photo 8. Usine à l'arrêt à Lusanga. Cette usine du plus grand et du plus vieux centre H.C.B du Congo avait été vendue à un homme d'affaires local.

Photo AGRER, 2005

- 54 Cet effondrement s'est accompagné de la disparition progressive et quasi-totale de la recherche menée depuis les débuts de l'économie huilière pour la mise au point de lignées d'*Elaeis* plus productives. Cette recherche avait été entreprise d'abord par les services agricoles du Congo belge puis elle avait été reprise par l'INÉAC (Institut National pour l'Étude Agronomique du Congo belge, à Yangambi). Les H.C.B. y avaient aussi participé, particulièrement dans la cuvette équatoriale, en association avec l'INÉAC jusqu'en 1960 puis seules après cette date qui vit l'arrêt de l'institution agronomique. Cette recherche avait abordé tous les aspects techniques et biologiques de l'Elaïciculture et beaucoup de résultats auxquels elle avait abouti sont aujourd'hui perdus ou oubliés¹⁸.
- 55 Certes le Congo produit encore de l'huile industrielle mais les tonnages sont de l'ordre de ceux qui existaient au milieu de la troisième décennie du XX^{ème} siècle.

La prépondérance de l'huile de palme artisanale

- 56 Contrairement au marché de l'huile industrielle, le secteur de l'huile domestique et artisanale a connu un essor sans précédent. Il assure les besoins des populations des campagnes et la plus grande part de ceux des populations citadines.
- 57 On ne dispose pas de données très sûres sur le volume de cette production. Un groupe de consultance belge l'estimait en 2005 à 190 000 tonnes. Il pourrait atteindre plus de 300 000 tonnes en 2015 Les trois quarts sont consommés par les ménages villageois, un quart est mis sur le marché (AGRER, p. 53). Parmi les agriculteurs enquêtés par l'équipe d'E. Tollens dans la Région (Province) de Bandundu à la fin des années 1980, la moitié (49,2 %) de ceux

qui produisaient de l'huile de palme en commercialisaient une partie (cité par Mashini, 2013, p. 85)¹⁹. L'huile de palme assure des revenus réguliers aux villageois d'autant plus que les fruits peuvent être récoltés toute l'année, la réduction saisonnière de la production étant de faible ampleur, et que l'exploitation du palmier et l'extraction de l'huile font partie du savoir-faire congolais.

- 58 La figure 3 montre que, si les exportations se sont totalement effondrées, la production totale, après un fort fléchissement entre 1970 et 1980 a repris sa progression.
- 59 La figure 4 donne une image de la répartition actuelle de la production par province. On voit que la moitié de la production villageoise est assurée par les provinces de l'Équateur (40 %) et Orientale. Elle est en très grande partie consommée localement mais comme ces provinces ont conservé de grandes plantations, elles fournissent aussi 98 % de la production agro-industrielle. Par contre, le Kwilu (province de Bandundu) qui était particulièrement actif avant 1960, s'il intervient encore pour 20 % dans la production villageoise, a presque complètement disparu du secteur agro-industriel. Comme pour le Bas-Congo, une grande partie de son huile est consommée à Kinshasa.

Figure 4. Répartition géographique de la production congolaise d'huile de palme en 2005 (estimation en tonnes).

Répartition géographique de la production congolaise d'huile de palme en 2005 (estimation en tonnes)		
	Secteur agro-industriel	Secteur villageois
Bas-Congo	150	15 000
Bandundu	450	40 000
Kasai occidental	/	20 000
Kasai oriental	/	10 000
Maniema	/	15 000
Equateur	15 925	80 000
Province Orientale	8 700	18 000
Total	25 225	198 000

Source : Agrer, p. 65

- 60 L'huile artisanale, avec un taux d'acidité de 5 à 10 %, est vendue à Kinshasa à un prix représentant 80 % de celui de l'huile industrielle et un peu plus du double de son prix au départ des villages. Une huile de qualité inférieure encore est vendue pour la fabrication familiale de savon de ménage (AGRER, p. 55).
- 61 Les procédés de fabrication sont rudimentaires (photos 9 et 10). Les presses mécaniques sont rares. Les opérations sont presque exclusivement manuelles. Une bouillie de fruits préalablement déchiquetés et chauffés avec de l'eau dans un premier fût, par exemple, est ensuite écrasée et malaxée dans un fût métallique ou même parfois simplement dans un tronc d'arbre évidé, en faisant tourner manuellement un axe central à l'aide de poignées montées horizontalement. On décante ensuite dans un troisième fût. L'huile obtenue est portée à ébullition puis après écumage et nouvelle décantation, elle est considérée comme « purifiée » et propre à la vente. Le taux d'extraction est faible (une dizaine de pour cent au maximum) et le taux d'acidité élevé, les fruits n'ayant été traités que plusieurs jours souvent après la cueillette. On trouvera des descriptions et des

illustrations photographiques de ces procédés dans l'étude du groupe AGRER (p. 37) citée plus haut.

Photo 9. Extraction manuelle de l'huile de palme en province de l'Équateur. L'huile est recueillie dans un bassin placé au fond d'un trou creusé dans le sol.

Photo AGRER 2005

Photo 10. Autre exemple d'extraction manuelle. Province du Kasai oriental.

Photo AGRER 2005

- 62 Le circuit commercial comporte l'unité de production, le marché rural, le ou la grossiste à l'arrivée à Kinshasa et la marchande du marché urbain (photo 11) avec évidemment des court-circuitages possibles dans la filière. L'huile peut être acheminée par vélo, quand la distance n'est pas trop grande (moins de 100 km), à raison de quatre bidons de 25 litres sur des vélos de fabrication chinoise qui sont poussés. On peut utiliser la pirogue. On la transporte aussi par bidons (photo 12) et par fûts sur camions. Certains commerçants en chargent des baleinières. Le transport par eau permet d'éviter les contrôles routiers. Dans tous ces acheminements, une multitude de péages et de tracasseries administratives et policières doublent facilement la durée du trajet et en augmentent sensiblement le coût.

Photo 11. Vente d'huile au détail sur le marché de Basoko (Équateur). L'unité de volume est la bouteille de bière Primus. L'huile a été transportée dans des bidons de plastique jaune.

Photo AGRER, 2005

Photo 12. Kasai oriental. Transport de bidons d'huile sur un pick-up de Gandajika vers Mbuji Mayi.

Photo AGRER 2005

- 63 Les installations de traitement des fruits appartiennent à des commerçants souvent citadins, à des villageois, chefs de terre ou de clan qui font parfois cueillir les fruits dans des palmeraies qui sont sous leur autorité foncière. L'huile peut être vendue à des commerçants qui envoient, dans les villages, des acheteurs à bicyclette, dans un rayon de 20 km, comme le fait une petite société installée dans le Territoire de Bulungu (photo 13)

20.

Photo 13. Cet ancien site huilier a été récupéré par un commerçant qui envoie ses employés à vélo acheter l'huile dans les villages situés dans un rayon de 20 km. Lunungu Beach, Kwilu.

Photo AGRER 2005

- 64 Les cueilleurs de fruits ont des statuts divers. Ils cueillent dans des palmeraies sur leurs terres claniques et perçoivent alors la totalité du prix de la vente. Ou bien ils se comportent en métayers cueillant les fruits dans des palmeraies dépendant d'un propriétaire foncier et lui abandonnent la moitié ou du moins une part importante de la vente des fruits ou de l'huile.
- 65 L'huile achetée par les commerçants est vendue dans les villes. Dans le cas du Kwilu, elle est acheminée vers Kinshasa soit par la route, soit par la voie fluviale. Une partie est écoulée dans la région diamantifère de Tshikapa (Kasai occidental). La figure 5 résume le circuit commercial de l'huile artisanale.

Figure 5. Circuit commercial de l'huile de palme artisanale.

Un nouveau tournant dans l'économie huilière congolaise ?

- 66 En terminant notre étude de l'exploitation de la palmeraie du Kwilu dans l'ouvrage que nous avons publié en 1963, nous laissions entendre que cette économie de cueillette n'avait pas été, en fin de compte, un réel facteur de progrès pour les populations de la région et qu'elle avait même, par exemple, bloqué en grande partie l'évolution de leur agriculture. Les habitants du Kwilu ne percevaient qu'une part dérisoire des profits engrangés par le secteur huilier.
- 67 Nous suggérions, puisque les sociétés huilières se désintéressaient de tout nouveau projet de plantations dans une région où les rendements en huile des palmiers leur paraissaient trop médiocres, que les villageois du Kwilu assurassent eux-mêmes la gestion de leurs palmeraies et celle des plantations dont l'avenir était désormais négligé et qu'ils le fissent par exemple dans le cadre de coopératives de production. Les sociétés huilières auraient pu fournir leurs services à ces coopératives en attendant d'être reprises elles-mêmes peu à peu par celles-ci, l'accès à leur technologie pouvant être acquis au moins à moyen terme. Une amorce d'évolution était d'ailleurs apparue, nous l'avons vu plus haut, sous la forme de petites entreprises agricoles, entre les mains d'entrepreneurs locaux, qu'on appelait assez improprement des « fermiers », pour indiquer qu'ils se comportaient comme des entrepreneurs européens et non plus comme des agriculteurs africains traditionnels. Les services agricoles du Kwilu colonial finissant comptaient sur eux pour revitaliser l'exploitation des palmeraies subspontanées et leur apportaient un certain appui (Desneux et Rots, 1959).

- 68 En ce début du XXI^{ème} siècle, que constatons-nous au Kwilu et dans l'ensemble du Congo ? L'évolution ne s'est pas faite selon ces formules. Le secteur huilier est certes presque entièrement africanisé. La plus grande partie de la production est assurée par les villageois et non plus par les grosses entreprises. Elle ne vise plus que le marché intérieur. Elle se fait dans des conditions techniques qui marquent une évidente régression et ne permettent pas de fournir une huile de qualité. Il est souhaitable et certainement possible d'améliorer cette situation.

Les perspectives du marché intérieur

- 69 Avec la croissance continue de la population générale et particulièrement de la population urbaine, les débouchés pour l'huile produite dans les villages devraient constituer un facteur de dynamisme. L'huile de palme arrive en troisième position (après la farine de manioc et la farine de maïs) parmi les vingt produits alimentaires principaux consommés en R.D.C. en 2004-2005 (Marivoet, 2013a, p. 262). L'huile prend une part essentielle dans la satisfaction des besoins en lipides de la population. Une enquête a montré que le régime alimentaire associant manioc et huile de palme était, parmi les régimes congolais, celui qui fournit le plus de calories. On le trouve surtout dans le Maniema, la Province Orientale, l'Équateur et le Bas-Congo (Marivoet, 2013a, p. 248). De 1975 à 2005, on constate une augmentation de la part de l'huile pour la fourniture de calories dans le panier alimentaire des citadins de huit villes enquêtées. Cette part a doublé par exemple à Kikwit et à Mbandaka et a même atteint le tiers du total à Kisangani (Marivoet, 2013a, p. 237). On peut estimer à un peu plus de 3 kg la consommation annuelle par habitant (plus de 4 kg dans les régions rurales, un peu moins de 2 kg dans les villes). Etant donné l'accroissement des besoins, il serait paradoxal de ne pas envisager un soutien à la production et tout particulièrement à la production artisanale.
- 70 On peut penser que les techniques iront en s'améliorant si les producteurs s'organisent en groupements professionnels ou associatifs qui leur permettront, avec un meilleur accès au crédit, d'acquérir un matériel mieux adapté.
- 71 Des projets, qui restent de faible ampleur, envisagent la relance des plantations villageoises. Un projet NEPAD de 2006 prévoit ainsi la réhabilitation de 1000 ha de palmeraies villageoises dans le district du Kwilu, près de Kikwit et le rajeunissement de 2000 ha dans les districts du Kwilu et de la Mongala (près de Bumba), en installant en outre des mini-huilleries (dans un premier stade avec des presses manuelles fabriquées au Congo même), des « fermiers » étant placés ainsi à la tête d'une exploitation de 7 ha (5 ha pour les palmiers, 2 ha pour les cultures vivrières) (NAPED-FAO, 2006). En fait ce n'est guère que la reprise de projets dont on avait déjà débattu à la fin de la période coloniale
- 72 Mais y a-t-il un avenir pour les plantations « industrielles » ?

Perspectives de renouveau ? Retour au marché mondial ?

- 73 Dans les vingt dernières années, le Congo a donné l'impression que l'évolution négative de son secteur huilier, dans le domaine industriel, était irrémédiable. Certes, des Congolais, hommes d'affaires ou chefs d'entreprise, ont peu à peu repris la quasi-totalité du secteur mais au prix de la disparition de nombreuses usines et de l'abandon de l'exploitation directe des palmeraies âgées ou bien des palmeraies situées dans les régions de faible rapport, à saison sèche marquée (Kwilu et Kasai). Les conflits armés des deux

dernières décennies enfin, nous l'avons vu, ont porté un coup sévère aux conditions de transport dans la cuvette équatoriale. Les sociétés huilières ont abandonné la gestion ou même l'exploitation de leurs plantations, les cédant souvent en métayage aux villageois. Elles ne paraissent en conserver la propriété que dans l'espoir d'une reprise de plus en plus hypothétique ou comme réserve immobilière ou comme moyen d'échange dans une éventuelle reconversion.

- 74 Il semble cependant que le secteur national des savons et de la margarine en exigeant des huiles de bonne qualité continuera à avoir besoin de plantations agro-industrielles. Et la fabrication industrielle de l'huile de palme au Congo ne peut-elle retrouver une place sur le marché mondial ? Les terres ne manquent pas, dans les régions équatoriales, pour l'extension de plantations. Les autorités congolaises prennent de mieux en mieux conscience que ces régions sont un immense réservoir de terres agricoles disposant de chaleur et d'humidité et qu'elles sont actuellement sous-exploitées.
- 75 L'évolution récente du marché mondial de l'huile de palme va-t-elle ouvrir de nouvelles perspectives ? Ce marché s'est développé considérablement dans les deux dernières décennies avec notamment la croissance des besoins de la Chine qui a entraîné une hausse sensible des prix. L'huile de palme doit sans doute faire face à la concurrence d'autres produits oléagineux comme l'huile de soja mais c'est, pour le moment, la seule matière grasse qui peut être obtenue en grandes quantités dans les régions équatoriales. Avec le relèvement de leur niveau de vie, les avantages compétitifs des pays émergents, Malaisie et Indonésie, qui sont les plus gros producteurs mondiaux actuels, devraient connaître un affaiblissement relatif alors que l'Afrique équatoriale disposera pendant un certain temps encore d'une main-d'œuvre bon marché. L'Afrique pourrait donc retrouver une place sur le marché international en attirant des investisseurs extérieurs. Plusieurs pays de l'Afrique guinéenne, comme le Liberia, le Gabon et le Cameroun, ont d'ailleurs accueilli déjà certains d'entre eux, notamment des groupes singapouriens ou malaisiens, dont certains sous contrôle chinois pour des concessions portant sur plusieurs centaines de milliers d'hectares (Corhay, 2012).
- 76 On a dit déjà qu'un des facteurs défavorables à la production industrielle d'huile de palme au Congo pour la vente sur le marché mondial est l'éloignement des zones de plantations par rapport aux ports maritimes. Les prix de revient sont aussi trop élevés pour la vente aux habitants des villes. Une autre utilisation possible de l'huile de palme pourrait cependant jouer en sa faveur. Elle pourrait fournir du biocarburant²¹ et s'insérer ainsi dans une politique d'énergies renouvelables. Mais la production de biocarburants est aujourd'hui la cible de vives critiques.
- 77 Il n'en reste pas moins que le secteur agro-industriel de l'huile retient à nouveau l'attention d'investisseurs potentiels. Nous l'avons dit en tête de cet article, des investisseurs chinois se sont manifestés. D'autre part des groupes travaillant au Congo semblent envisager une reprise de la production. Ils ont fait appel à des investisseurs d'Asie du Sud-Est. Ainsi le groupe Feronia entreprend de construire une nouvelle usine pour exploiter la grande plantation de Yaligimba, dans l'Equateur, qui avait été un des fleurons des H.C.B. et voudrait aussi relancer la production à Basongo-Mapungu (ex-Brabanta) dans le Kasai occidental²².

La controverse sur les grands projets

- 78 Les mégaprojets portant sur l'huile de palme en Afrique ont suscité, sur la scène internationale, mises en garde et mouvements de contestation.
- 79 Ils ont été mis en cause sur trois points importants : 1) l'émission de gaz à effet de serre lors des défrichements par brûlis, 2) la disparition d'une partie importante de la grande forêt tropicale et une perte de biodiversité, 3) le danger d'un accaparement des terres.
- 80 Pour le premier point, on pourrait objecter que les palmeraies, qui remplaceront la forêt, fonctionneront comme des puits de carbone
- 81 Pour le second, certains redoutent que la création de nouvelles plantations n'entraîne la destruction de la grande forêt équatoriale africaine avec extinction d'espèces végétales et animales et affaiblissement de la biodiversité. Le World Wildlife Fund a condamné par exemple les grandes exploitations forestières et les aménagements de grandes plantations qui font disparaître le milieu de vie des orangs-outangs en Malaisie, à Sumatra et dans le Kalimantan. Il redoute une évolution analogue pour la forêt centrafricaine. Certes on peut considérer qu'à terme, une bonne partie de celle-ci devrait s'effacer pour assurer l'extension des cultures alimentaires exigée par la croissance générale de la population. On ne peut pas non plus demander aux pays africains de ne pas exploiter leurs forêts. Mais c'est l'accélération du déboisement qui est mise en cause. Divers mouvements préconisent par conséquent que l'exploitation de cette forêt équatoriale soit faite au moins de façon raisonnable et satisfasse notamment à des conditions de durabilité.
- 82 En ce qui concerne l'huile de palme, une organisation internationale, la RSPO (Roundtable on Sustainable Palm Oil, Table Ronde pour une huile de palme durable), qui comporte plus de 1000 membres, a été mise sur pied en 2004 par des ONG, différents acteurs des filières de production et de commercialisation et des institutions financières. Elle décerne des certifications de « durabilité » à l'huile dont la production répond à différents critères dont certains (une centaine !) ont été fixés en 2007²³ et de nouveaux devaient être décidés à une assemblée générale extraordinaire en avril 2013, à Kuala Lumpur. Il semblerait que seuls 15 % de l'huile commercialisée aujourd'hui dans le monde soient certifiés²⁴ (van Kote, 2013a). Les principaux pays importateurs, Chine, Inde et Pakistan, qui achètent essentiellement de l'huile pour leurs besoins alimentaires, n'ont d'ailleurs pas adhéré à la RSPO et n'exigent donc pas ces certificats de leurs fournisseurs. Les petits planteurs estiment de leur côté que la production d'huile certifiée va accroître trop fortement leurs coûts risquant ainsi de les éliminer du marché. Ils s'étonnent en outre que des exigences équivalentes ne soient pas requises pour les cultivateurs d'oléagineux dans les pays occidentaux²⁵.
- 83 En 2013, plusieurs grands groupes internationaux (Nestlé, Unilever, Carrefour, L'Oréal) ont affirmé leur intention de ne consommer désormais que de l'huile de palme durable et même de l'huile à « zéro déforestation » ! (van Kote, 2013 c).
- 84 A cette campagne contre la déforestation s'est ajouté un mouvement de dénigrement de l'huile de palme. Pour ses détracteurs, celle-ci occuperait une part trop importante, et en partie cachée, dans les produits alimentaires préparés des pays occidentaux. Elle contient en effet une forte proportion d'acides saturés qui sont sources potentielles de problèmes de santé alors que sa présentation comme huile végétale, dans la mention du contenu des

préparations alimentaires, le dissimulerait au consommateur. On sait qu'en France, par exemple, des hommes politiques ont même voulu introduire, dans une loi de sécurité sociale, un amendement (que les journaux ont appelé l'amendement Nutella) visant à décourager l'utilisation de l'huile de palme dans la composition de pâtes à tartiner chocolatées fort appréciées des enfants en augmentant très fortement les taxes sur cette huile. D'où l'apparition dans la presse de pages entières dans lesquelles les firmes concernées ont défendu leurs produits (la firme Ferrero, par exemple, pour sa pâte Nutella, cette entreprise d'autre part annonçant que, dès 2014, tous ses approvisionnements en huile de palme seraient certifiés selon les critères RSPO). La polémique a pris un tour si aigu que WWF, par exemple, a cru bon de signaler qu'il n'avait jamais condamné une huile qui était une source essentielle de matières grasses pour de nombreuses populations et qui n'était pas plus dangereuse que le beurre. Ses interventions ciblaient prioritairement la destruction exagérée des forêts pour le développement de sa production avec ses conséquences sur la faune et la biodiversité. Cette polémique relève plus du folklore écologique que d'une discussion de problèmes fondamentaux et rappelle celle qui avait concerné l'introduction de la perche du Nil dans le lac Victoria. Quant au procès fait à l'huile de palme pour ses effets sur la santé, il apparaît largement mal orienté. La remplacer par d'autres huiles végétales dans la composition des viennoiseries ou des pâtes chocolatées n'apparaît pas comme une solution. Non seulement cela en augmenterait le prix mais surtout cela ne changerait pas leur teneur en acides gras saturés car il faudrait au préalable traiter ces huiles pour leur donner la propriété que l'on recherche dans l'huile de palme, c'est-à-dire sa capacité à être semi-solide à température ambiante, ce qui leur ferait perdre leur qualité. C'est la consommation excessive des préparations alimentaires contenant trop de graisses, qui représente un danger pour la santé et non spécifiquement la présence d'huile de palme (Vandenbergh, 2012)²⁶.

- 85 Mais le troisième point de contestation peut apparaître plus grave. Il s'agit du risque que constitue la nouvelle constitution de grands domaines par des sociétés multinationales. Ne va-t-elle pas conduire à des litiges fonciers ? Va-t-on vers un nouveau *landgrabbing*, c'est-à-dire un accaparement des terres par des compagnies étrangères, associées éventuellement à quelques capitalistes locaux²⁷ ?
- 86 Attribuer des concessions de milliers d'hectares ramène en effet à des pratiques que l'on pensait révolues, à une nouvelle application de la notion de terres vacantes, donc de terres que l'État pourrait attribuer à sa guise d'autant plus facilement que la législation foncière mise en place dans les années 1970 a fait de l'État congolais le propriétaire de toutes les terres du pays. D'autre part, les entreprises étrangères, les firmes chinoises par exemple, ne laissent-elles pas entendre qu'elles pourraient offrir, en échange des avantages obtenus, l'exécution de grandes infrastructures que l'État congolais est aujourd'hui incapable de financer ? Nous avons vu plus haut les dérives de ce système pendant la période coloniale. Ne risquent-elles pas de se produire à nouveau ?

Conclusion

- 87 À l'heure actuelle, la situation est confuse. Le grand projet dont l'annonce avait été signalée en tête de cet article, ne semble pas avoir été accepté. Mais d'autres, d'envergure plus modérée, ont été avancés. Certains, qui avaient été acceptés par les autorités provinciales du Bandundu, par exemple, ont été annulés par le Parlement national au

motif que des concessions de plus de 100 ha ne pouvaient être accordées que par l'Etat central. Ils avaient d'ailleurs suscité l'opposition des villageois devant la perspective d'une dépossession de leurs terres. Depuis janvier 2012, le Congo dispose d'une loi relative au secteur agricole qui prévoit les conditions nécessaires pour acquérir des terres destinées à une opération agricole et qui comporte des procédures qui devraient garantir le respect des droits des habitants et devrait théoriquement empêcher les accaparements de terres (Bruneau, 2012, p. 478).

- 88 Au Cameroun, des projets dont on avait fait grand état, connaissent de grosses difficultés. Herakles Farms, filiale d'un fonds spéculatif basé à New York, a suspendu en mai 2013 les activités de sa filiale camerounaise qui avait obtenu une concession de 73 000 ha, dans le sud-ouest du pays, à la frontière du Nigeria. Des ONG, dont Greenpeace, l'avaient accusée de tentative d'accaparement des terres et avaient entrepris de démontrer l'hypocrisie des déclarations de ses dirigeants (van Kote, 2013b).
- 89 D'autres projets prévoient aussi la reprise, par des investisseurs congolais ou étrangers, des plantations abandonnées par les grandes sociétés. Mais celles-ci sont-elles vraiment devenues disponibles ? Certaines ont été, en fait sinon toujours en droit, exploitées en usufruit par les villages environnants. Parfois la plantation négligée a été investie par les villageois qui y ont développé leurs cultures avec le sentiment qu'ils récupéraient ainsi des terres qui leur appartenaient naguère et dont ils avaient été dépossédés par des contrats inéquitables auxquels ils n'avaient rien compris. L'arrivée de nouveaux investisseurs qui voudraient reprendre l'usage de ces terres est-elle envisageable sans risque de litiges sinon d'affrontements ? Pourrait-on, par exemple, légitimer des déguerpissements ?
- 90 Enfin l'établissement d'entreprises étrangères répéterait le processus qui a conduit le vieux système colonial à l'impasse. L'Afrique, éternelle pourvoyeuse de matières premières brutes récoltées par une main-d'œuvre bon marché, resterait dans un système qui ne conduit à aucune accumulation de capital, à aucun développement industriel en aval (sauf des savonneries et des margarineries), et à aucune participation active de la population locale à la conception et à la direction de l'entreprise ni même au partage des bénéfices. Peut-on assurer le développement d'un pays dans le cadre de ce qui resterait, en grande partie, une économie de cueillette organisée au profit d'entrepreneurs étrangers ?
- 91 Le préalable à tout processus de développement fondé sur cette production est la nécessité d'une prise en main suffisante du secteur par les acteurs locaux et tout particulièrement par les producteurs villageois agissant soit à titre individuel soit dans le cadre d'organisations collectives professionnelles. Ils peuvent tirer parti d'un marché intérieur en croissance. Pourront-ils accéder ensuite au marché international ? Cela n'est pas tout à fait exclu. D'autre part, il y a place assurément pour des entreprises plus importantes, dont les firmes internationales mais à condition d'en prévenir les éventuelles dérives et les intégrer dans un système national.

BIBLIOGRAPHIE

Sur Internet

AGRER-EARTH GEDIF (sans date mais vraisemblablement 2006), *Étude des filières Huile de palme et Caoutchouc*, Rapport d'Étape/(Diagonale-Analyse), 129 p. <http://www.congoforum.be/upldocs/Etude%20huile%20caoutchouc.pdf>

Oilpalm in Africa. Congo R.D. (2010), <http://oilpalminafrika.wordpress.com/2010/08/19/congo-r-d/>

NEPAD (Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine PDDAA), FAO, Gouvernement de la République Démocratique du Congo, mars 2006, *Réhabilitation et rajeunissement des plantations de palmiers à huile*, 35 p.

<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/009/ag144f/ag144f00.pdf>

RSPO (Roundtable on Sustainable Palm Oil), www.rspo.org/

www.greenpalm.org/fr/l'huiledepalme

Rapports

AGRER S.A.-N.V. & EARTH GEDIF (Bruxelles-Belgique), *Etude des filières agricoles huile de palme et caoutchouc dans le cadre du Programme Multisectoriel d'Urgence et de Réhabilitation et de Reconstruction en RDC (PMURR)*, BCoCo-Ministère des Finances-RDC-Financement IDA/Banque Mondiale, 2005-2006. Une partie de ce rapport se trouve sur le web : voir dans la rubrique précédente sous la référence « AGRER ».

Livres et articles

BRUNEAU J.-C. (2012), « Enjeux fonciers à risques au Congo (RDC) : contexte historique et pratiques déviantes », *Géographies, Bulletin de l'Association de Géographes français*, pp. 474-485.

CORHAY J.-M. (2012), « Palmier à huile : la déforestation va se poursuivre », *Dimension 3*, La Coopération belge au développement, mai-juin-juillet 2012, pp. 10-12.

COUTEAUX G. (rédigé par) (1955), *Aperçu sur l'économie agricole de la Province de Léopoldville*, Ministère des Colonies, Publication de la Direction de l'Agriculture, des Forêts et de l'Élevage, Bruxelles, 131 p.

DECONINCK H. (1995-1996), *Aspects économiques et sociaux des concessions au Congo belge : l'exemple d'Unilever*, mémoire pour l'obtention du grade d'ingénieur commercial Solvay, U.L.B., 103 p., 29 photos. 21 annexes, manuscrit.

DESNEUX R. & ROTS O. (1959), Vers une exploitation plus intensive et plus rationnelle des palmeraies subspontanées du Kwango, *Bulletin Agricole du Congo belge et du Ruanda-Urundi*, L, 2, pp. 295-328.

DRACHOUSSOFF V., FOCAN A., HECQ J. (1991), *Le développement rural en Afrique centrale 1908-1960/1962. Synthèses et réflexions*, deux volumes, Fondation Roi Baudouin, Bruxelles, 1203 p.

ERGO A.-B. (s.d.), *Histoire de l'Elaéculture au Congo Belge*, 191 p. (Cd-rom).

HENRARD J.A. (1953), *Carte des Productions Végétales du Congo Belge*, Atlas général du Congo Belge et du Ruanda-Urundi, Institut Royal Colonial Belge, Bruxelles, notice de 26 p.

- LEPLAE E. (1939), *Le palmier à huile en Afrique. Son exploitation au Congo Belge et en Extrême-Orient*, Institut Royal Colonial Belge, Bruxelles, Section des Sciences Naturelles et Médicales, Mémoires in-8°, VII, 108 p., 11 pl. photographiques.
- MABOLOKO NGULAMBANGU (1988), *L'espace industriel du Sud-Ouest du Zaïre*, Thèse en vue de l'obtention du doctorat en sciences (Géographie), ULB, manuscrit, 3 volumes.
- MARCHAL J. (2001), *Travail forcé pour l'huile de palme de Lord Leverhulme, L'Histoire du Congo 1910-1945*, Tome 3, Editions Paula Bellings, Borgloon, 395 p.
- MARIVOET W. (2013a), *The Congo Puzzle. Evolving livelihoods and poverty in the Democratic Republic of Congo (1970-2010)*, Proefschrift voorgedragen tot het behalen van de graad van doctor in de Toegepaste Economische Wetenschappen, Universiteit Antwerpen, 321 p.
- MARIVOET W. (2013b), « Mapping livelihoods in the DR Congo », *International Conference Nutrition and Food Production in the Congo Basin*, Brussels, 30 Sept.-1 Oct. 2013, Royal Academy for Overseas Sciences & National Committee for Biological Sciences, draft, pp. 56-57.
- MASHINI DHI MBITA MULENGHE (1994), *Développement régional et stratégies spatiales dans le Kwango-Kwilu (Sud-Ouest du Zaïre)*, Université Libre de Bruxelles, Faculté des Sciences, Thèse de doctorat en Géographie, 2 vol., 982 p.
- MASHINI D.M. J.-Cl. (2013), *Le développement régional en République Démocratique du Congo de 1960 à 1997. L'exemple du Kwango-Kwilu*, Etudes Africaines, L'Harmattan, Paris, 342 p.
- MULAMBU MVULUYA (1971), *Contribution à l'étude de la révolte des Bapende (mai-septembre 1931)*, Cahiers du CEDAF, I, série 2, 52 p.
- NICOLAÏ H. (1963), *Le Kwilu. Etude géographique d'une région congolaise*, CEMUBAC, Bruxelles, 439 p.
- NICOLAÏ H. (1964), « Le Kwilu. Naissance d'une région en Afrique centrale », *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 67, Bordeaux, pp. 292-313.
- NICOLAÏ H. (1994), « Les transformations d'un espace africain : le Kwilu », *Bulletin de la Société belge d'Études géographiques*, pp. 15-34.
- PEHAULT Y. (1974), *Les oléagineux dans les pays d'Afrique occidentale associés au Marché Commun. La production, le commerce et la transformation des produits*, 2 tomes, Service de reproduction des thèses, Université de Lille, 1477 p.
- RANGLES W.G.L. (1968), *L'ancien royaume du Congo des origines à la fin du XIX^{ème} siècle*, Mouton, Paris, La Haye, 275 p.
- SIKITELE GIZE A SUMBULA (1976), « Les causes principales de la révolte pende en 1931 », *Zaïre-Afrique*, n° 109, pp. 541-555.
- SIKITELE GIZE A SUMBULA (1986), *Histoire de la révolte pende de 1931*, Thèse pour l'obtention du doctorat en histoire, Université de Lubumbashi, 3 tomes, 1320 p.
- SMITH R.E. (2005), « Les Kwilois parlent de l'époque coloniale », *Annales Aequatoria*, 26, pp. 165-217.
- VANDENBERGHE M. (2012), « Huile végétale : 15 % ! L'avis de la nutritionniste », *Dimension 3, La Coopération belge au développement*, mai-juin-juillet 2012, pp. 10-11.
- VANDERLINDEN J. (2007), *Main-d'oeuvre, Eglise, Capital et Administration dans le Congo des années trente*, volume 1, Fontes Historiae Africanae, Académie royale des Sciences d'Outre-Mer, Bruxelles, 331 p.

VANDERSTRAETEN L.-F. (2001), *La répression de la révolte des Pende du Kwango en 1931*, Académie royale des Sciences d'Outre-Mer, Bruxelles, 146 p.

VANDERVELDE E. (1932), « Interpellation sur la non adhésion de la Belgique à la convention relative au travail forcé dans les colonies et sur des faits qui se sont produits soit dans la région cotonnière du Kivu, soit au Kwango », *Annales parlementaires*, session 1931-1932, II, p. 2060 et suivantes.

VAN KOTE G. (2013a), « La production d'huile de palme 'durable' est mise en cause », *Le Monde*, Paris, 25 avril 2013.

VAN KOTE G. (2013b), « Au Cameroun, un projet géant d'huile de palme fait scandale », *Le Monde*, Paris, 24 mai 2013.

VAN KOTE G. (2013c), « De plus en plus d'entreprises se convertissent à une huile de palme durable », *Le Monde*, Paris, 19 novembre 2013.

VINCK H., éditeur (2011), *Conflits fonciers au Congo belge. Opinions congolaises*, Fontes Historiae Africanae, Académie royale des Sciences d'Outre-Mer, Bruxelles, 486 p.

WILSON C. (1968), *History of Unilever*, Cassel, London, 3 vol.

NOTES

1. Ils peuvent utiliser aussi, mais assez rarement, l'huile palmiste contenue dans l'amande du noyau comme aliment ou comme produit cosmétique. Ils prélèvent, à la base des inflorescences, la sève qui fournit une boisson légèrement alcoolisée, le vin de palme. Ils utilisent en outre différentes parties de l'arbre comme matériaux de construction ainsi que les feuilles pour la confection de paniers. Les coupeurs de fruits emploient parfois la nervure centrale des feuilles comme ceinture pour grimper aux palmiers.

2. Du Koango au Kasai, par MM. les lieutenants Kund et Tappenbeck, *Le Mouvement Géographique*, 17 octobre 1886, p. 87.

3. Les palmeraies purement naturelles sont assez rares et les exemples qui en sont donnés prêtent souvent à contestation. La plupart des palmeraies dites naturelles sont des formations boisées subspontanées c'est-à-dire des forêts secondaires riches en palmiers *Elaeis* qui se développent après l'abandon de champs défrichés dans la forêt guinéenne (forêt équatoriale et forêt semi-caducifoliée). Les arbres n'ont donc pas été plantés mais proviennent de noyaux tombés sur le sol, par exemple lors du transport des fruits ou jetés après l'extraction domestique de l'huile. Ils apparaissent donc aussi très souvent sur des sites de villages abandonnés. L'origine des palmeraies naturelles est donc principalement anthropique.

4. L'histoire de la politique coloniale belge est riche en paris ! Nous donnons quelques détails sur ces discussions dans *Le Kwilu*, 1963, pp. 310-312. La convention sera prolongée à plusieurs reprises moyennant quelques modifications. En 1958, le délai du bornage des propriétés sera même prolongé jusqu'en 1966 (Deconinck, 1996, pp. 31-32). Le gouvernement colonial abolit alors la redevance annuelle pour les terres dont la société est devenue propriétaire et reçoit en échange 5 000 parts sociales des H.C.B. (Ergo, s.d., p. 138).

5. Les H.C.B. changeront de dénomination à plusieurs reprises : *Huilever*, en 1931, après l'annexion d'autres compagnie congolaises, *PLC* (Plantations Lever au Congo, après 1960, puis *PLZ* (Plantations Lever au Zaïre), à nouveau *PLC* puis enfin *PHC* (Plantations et Huileries du Congo).

6. Un dirigeant d'entreprise comme Adrien Hallet qui, avant même l'arrivée de Lever, avait envisagé de créer des plantations au Congo, y renonça, en partie parce que les autorités belges ne voulaient pas lui garantir le recrutement de la main-d'œuvre dont il aurait eu besoin. Il les

installa en Malaisie et aux Indes néerlandaises. Ces plantations d'Elaeis créées en 1911 furent sans doute les premières grandes exploitations de ce type à avoir existé dans le monde (Leplae, 1939, p. 3).

7. Des exemples de ces structururations d'un bassin huilier, encore actives dans les années 1980, sont présentés pour le Kwilu dans la thèse de Maboloko Ngulambangu (1988), *L'espace industriel du Sud-Ouest du Zaïre*, notamment dans le volume 2 (pp. 337-408) ainsi que dans l'ouvrage de Mashini (2013, pp. 81 et suivantes) qui traite surtout du processus de désarticulation de ces systèmes.

8. Le terme utilisé est « étude » et non « enquête ».

9. On trouvera une brève analyse de l'interpellation de Vandervelde dans H. Nicolaï, 1963, p. 323.

10. On trouvera de nombreux témoignages oraux sur ces contraintes dans Smith R.E. (2005). Sur la question du recrutement des coupeurs, voir Maboloko Ngulambangu, 1988, pp. 409-415.

11. Le sommaire et de larges extraits du rapport Jungers sont reproduits dans le mémoire de F.-L. Vanderstraeten (2001), pp. 103-128.

12. On trouver un compte rendu sommaire de cet épisode, y compris des débats parlementaires le concernant, dans H. Nicolaï, *Le Kwilu*, 1963, pp. 324-327. Depuis lors, ces événements ont fait l'objet de recherches approfondies, notamment un article de Mulambu-Mvuluya (1971), une thèse de Sikitele-Gize a Sumbula (1978), qui, outre de nombreux documents d'archives, utilise des témoignages de survivants de l'époque, et un mémoire qui décrit la répression à partir de sources militaires (F.-L. Vanderstraeten, 2001). Le livre de J. Marchal (2001) lui consacre tout un chapitre (pp. 243-278). Ces travaux ne remettent pas cependant en cause l'interprétation qui avait été faite à l'époque par Emile Vandervelde.

13. Grimper, en s'aidant d'une ceinture végétale, le long de troncs lisses hauts de plus d'une dizaine de mètres, comporte de graves risques surtout par temps humide. Les palmiers des plantations sont moins hauts et leurs régimes sont accessibles souvent en utilisant des échelles ou peuvent être détachés avec des couteaux fixés à de longues perches. On trouvera d'autres photos illustrant l'exploitation de la palmeraie du Kwilu dans H. Nicolaï, *Le Kwilu*, 1963 (photos 75 à 96) ainsi qu'une photo aérienne du site de Leverville en 1952, p. 364.

14. V. Drachoussoff y fait allusion (1991, p. 680) mais semble dire que cette opération n'a concerné que le territoire de Kikwit. Il ne parle ni de ses conclusions ni de ses suites sinon de celles d'une opération parallèle concernant les palmeraies du Kwilu et du Kwango qui aurait dû conduire à un plan d'exploitation rationnelle pour lequel des fonds étaient prévus dans le second Plan décennal.

15. Pour le Kwilu, nous donnons quelques estimations des revenus des ménages participant à la cueillette des fruits dans *Le Kwilu*, 1963, pp. 345-349.

16. Sur l'évolution des activités d'Unilever pendant la période postcoloniale, ses changements de stratégie et ses relations avec l'État, voir H. Deconinck, 1995-1996, pp. 78-82.

Sur la situation de l'économie huilière au début des années 80, dans le sud-ouest du Zaïre (Bandundu, Mai Ndombe et Bas-Congo), voir la thèse de Maboloko Ngulambangu, 1988, vol. 2, pp. 339-376. Sur la problématique du développement à cette époque dans le Kwango-Kwilu, voir J.-C Mashini, 1994 et 2013.

17. Information communiquée par le prof. Eric Tollens.

18. Les Elaeis de la forêt congolaise sont en effet essentiellement de type *dura*, avec un gros noyau à coque épaisse. On a cherché à mettre au point des lignées de *tenera*, à pulpe abondante et à petit noyau obtenues par croisement de *dura* et de *pisifera* (variété à petit noyau sans coque, assez rare dans les palmeraies naturelles et souvent stérile). Les palmeraies furent prospectées systématiquement et des lignées furent sélectionnées et croisées entre elles, parfois aussi avec des lignées venant des plantations du sud-est de l'Asie. Sur cette question, voir pour les travaux de l'INÉAC, dans le *Bulletin d'information* de celui-ci, les publications de A. Beirnaert et de R. Vanderweyen et, pour une vue d'ensemble, l'ouvrage de A.-B. Ergo. Des semences sont encore

produites à Yaligimba mais que reste-t-il des *gene pools* qui avaient été constitués ? (Ergo, p. 176-177).

19. Ce pourcentage de producteurs d'huile de palme participant au marché est beaucoup plus faible cependant que celui des producteurs de manioc (91,6 %) ou de maïs (79,6 %).

20. Ce type de collecte rappelle celui pratiqué par les capitais-acheteurs dans les années 1920 pour le commerce des amandes palmistes, y compris par des « trafiquants sénégalais ». (Nicolai, 1963, p. 321) et qui l'avait été déjà pour le caoutchouc.

21. Des essais d'utilisation de l'huile comme carburant pour les engins agricoles ont été effectués dès la création des premières grandes plantations et particulièrement dans les années 20. Au milieu des années 30, des autobus de la ligne Bruxelles-Louvain ont fonctionné avec de l'huile de palme. E. Leplae considérait que celle-ci serait un carburant précieux pour un Congo pauvrement doté en pétrole et en charbon (Leplae, 1939, p. 104, dans le texte et dans la note 1).

22. Informations fournies par le prof. E. Tollens.

23. Ces critères très divers vont de l'interdiction de transformer des marais en plantations à l'interdiction du travail forcé.

24. Voir, sur la question de l'huile de palme certifiée, l'article de G. van Kote, La production d'huile de palme « durable » est mise en cause, *Le Monde*, 25 avril 2013.

25. G. van Kote a signalé dans *Le Monde* du 16 mars 2013 que le fonds souverain norvégien *Government Pension Fund Global* (GPF) a annoncé avoir revendu, en 2012, ses participations dans 23 entreprises « produisant de l'huile de palme de façon non durable », basées en Indonésie, en Malaisie et à Singapour. Sans doute sous la pression de la branche norvégienne de l'ONG *Rainforest Foundation*.

Des géants de l'alimentaire adhèrent au programme *Greenpalm*, ce qui les amène à verser un dollar par tonne d'huile de palme utilisée pour lutter contre la déforestation. Mais des critiques considèrent leur participation comme du « *greenwashing* » (Corhay, 2012).

26. Le 9 septembre 2013, le Conseil Supérieur de la Santé (Belgique) a émis un avis qui recommande de limiter la consommation d'aliments contenant de l'huile de palme. Une directive européenne obligera les industries, à partir de décembre 2014, à indiquer la nature des huiles entrant dans la composition de leurs produits.

27. Sur ce thème, on consultera le numéro de septembre 2012 de *Géographies*, *Bulletin de l'Association de Géographes Français* consacré à : *Terres et tensions en Afrique*, Coordination : F. Bart.

Depuis 2012, il existe un portail sur les transactions foncières internationales dans les pays en développement : <http://landportal.info/landmatrix/media/img/analytical-report.pdf>.

Le dernier de ses rapports *Transnational Land Deals for Agriculture in the Global South* est daté d'avril 2012 avec un addendum de février 2013.

RÉSUMÉS

L'huile de palme a été emblématique du Congo colonial : un produit obtenu par des compagnies européennes à partir de fruits cueillis par des villageois africains le plus souvent dans des palmeraies naturelles. Aliment traditionnel des populations congolaises, cette huile ne devient un grand produit d'exportation qu'avec l'installation du savonnier anglais Lever qui obtient en 1911 de vastes concessions dans la partie centrale du pays. À sa suite, de nombreuses sociétés de plus petite taille, belges ou portugaises, obtiennent un monopole d'achat des fruits dans des

zones d'huilerie.

Cette production, avec ses usines, ses équipements sociaux, médicaux et scolaires et ses réseaux de transport, a structuré certains territoires et amorcé parfois, comme dans le cas du district du Kwilu, une véritable construction régionale.

Le système huilier comportait cependant une face noire : contraintes dans les procédures de recrutement de la main-d'œuvre contribuant à déclencher des mouvements de réaction populaire (révolte des Pende en 1931), attribution de vastes concessions engendrant des litiges fonciers, absence de toute participation africaine à la gestion des entreprises, blocage de l'évolution de l'agriculture villageoise. Bien que le Congo fût devenu, dans la décennie cinquante, le premier exportateur africain d'huile de palme et le deuxième exportateur mondial, le système huilier n'avait pas enclenché un véritable processus de développement.

La deuxième partie de l'article étudie la dégradation du système avec la décolonisation : abandon de la plupart des huileries et des grandes plantations, départ des grandes sociétés, récupération partielle par des entrepreneurs locaux, désarticulation des structures et des équipements. Les exportations huilières ont cessé à la fin du siècle dernier. La production industrielle ne suffit plus à l'alimentation des savonneries. Par contre, un système artisanal d'extraction de l'huile dans les villages assure la plus grande part des besoins urbains.

La troisième partie s'interroge sur les perspectives d'avenir : amélioration de la production artisanale ; reprise éventuelle de la production agro-industrielle, à la faveur d'un accroissement de la demande mondiale, avec l'arrivée de nouveaux investisseurs (notamment asiatiques) et de nouveaux usages pour l'huile, notamment comme biocarburant. Mais aussi craintes devant la destruction des forêts et les menaces d'accaparement des terres par des compagnies étrangères.

Palm oil has been a major symbol of colonial Congo as produced by European companies from the fruit picked by African villagers, mostly in natural palm groves. Traditional food for the Congolese population, palm oil only became a major export product when Lever, the British soap maker, was assigned large concessions in the centre of the country in 1911. Later, a large number of smaller companies, Belgian or Portuguese, gained a monopoly on the purchase of fruit in palm oil areas. Factories, social, medical, school facilities and transport networks started to structure some territories, sometimes leading to a true regional construction, as in the Kwilu district.

Yet the system presented a dark side: popular reaction movements (as the Pende revolt in 1931) resulting from constraints in recruitment; land litigation due to the assignment of vast concessions; exclusion of Africans from the management; freezing of evolution in village agriculture. Although the Congo had become the first African exporter of palm oil and the second at world scale in the 1950s, the system failed to induce a true development process.

The second part of the paper examines the deterioration of the system with decolonization: abandonment of most of the oil palm mills and large plantations; departure of big companies partially recovered by local contractors; deconstruction of structures and facilities. Oil export ceased at the end of the last century. Nowadays the industrial production can no longer ensure the supply of soap factories but an artisanal system of palm oil extraction in villages covers most of the urban needs.

The third part is devoted to future prospects: improvement of artisanal production; possible revival of agro-industrial production favoured by a growth in world demand; arrival of new investors (notably from Asia) and emergence of new uses - notably as biofuel- but the destruction of forests and land monopolization by foreign companies are a matter of concern.

INDEX

Mots-clés : Congo (RDC), huile de palme, effets spatiaux structurants de la production huilière, effets de la décolonisation, production artisanale, accaparement des terres, Unilever

Keywords : Congo (DRC), palm oil, structuring spatial effects of palm oil production, impact of decolonization, artisanal production, land monopolization

AUTEUR

HENRI NICOLAÏ

Université Libre de Bruxelles, henri.nicolai@skynet.be